

# « Tout le monde est à remobiliser »

*Députée de la 4<sup>e</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis et secrétaire nationale du Parti communiste français, Marie-George Buffet est à la tête du groupe d'études « Sida » de l'Assemblée nationale depuis novembre dernier. Elle succède à Jean-Claude Lefort, qui avait notamment contribué à faire de cette épidémie la « Grande cause nationale » de 2005. Revue des missions et espoirs de ce groupe avec la nouvelle mandataire.*

## Quelles sont les raisons qui vous ont conduite à prendre la présidence de ce groupe d'études « Sida » ?

Ce mandat s'inscrit dans la continuité de mon engagement politique. Quand j'ai mis en place le Conseil national de la jeunesse<sup>1</sup>, on a très vite abordé la question du VIH/sida, de la prévention, de la lutte contre les discriminations, etc. Ce sont les jeunes rencontrés à cette époque qui m'ont poussée à m'engager plus formellement dans la lutte contre cette maladie. Être présent auprès de la jeunesse reste une priorité ! Le groupe compte d'ailleurs rencontrer des représentants de l'Éducation nationale afin de voir comment les questions de prévention, d'éducation, de sensibilisation et de discrimination sont intégrées au cursus scolaire. On ne peut pas demander à un adolescent d'assumer sa responsabilité individuelle si la collectivité elle-même ne remplit pas son rôle en matière d'éducation et de prévention.

## Votre nomination en a étonné certains. Comment l'interprétez-vous ?

À mon sens, c'est symptomatique du fait, qui demeure ancré dans les esprits, que le sida est une maladie d'homme. Et la preuve qu'il reste encore beaucoup à faire pour que volent en éclats les idées reçues sur cette maladie. C'est pour cette raison que le groupe « Sida » souhaite être plus visible auprès du grand public. Accueillir la journée « Femmes et VIH » de l'ANRS à l'Assemblée nationale en février dernier faisait partie de notre rôle et des initiatives à multiplier à l'avenir. Il faut dire les choses clairement. Les députés doivent oser parler de ces sujets occultés, des conséquences des médicaments sur le corps de l'individu, de l'enjeu de traitements adaptés aux femmes et aux enfants, des discriminations, etc.

<sup>1</sup> Cette nouvelle instance consultative a été créée en 1997, Marie-George Buffet était alors ministre de la Jeunesse et des Sports.



Marie-George Buffet © Renaud Persiaux

## Le VIH cristallise des sujets aussi tabous que l'immigration, l'accès aux médicaments ou encore la sexualité. Est-il facile de mobiliser les parlementaires sur cette question ?

Non, ce n'est pas facile. Et c'est exactement ce pour quoi nous avons intégré ce groupe. Tout le monde est à remobiliser, les politiques comme le grand public. Les gens ne se sentent plus autant concernés que par le passé. L'attention et les efforts fournis aux débuts de l'épidémie se sont relâchés après l'arrivée des trithérapies. La maladie a été banalisée. Les progrès considérables consécutifs à l'engagement des associations, des chercheurs, des pouvoirs publics, des médecins, ainsi que des hommes et des femmes vivant avec le VIH devraient pourtant nous encourager à rester mobilisés pour aller au bout de la démarche ! Sur des sujets porteurs d'un tel enjeu de santé publique, il faut savoir dépasser l'approche partisane pour avancer ensemble.

### **Comment le groupe compte-t-il procéder pour changer la donne et de quels moyens dispose-t-il ?**

En plus de notre action auprès des députés, nous voulons garder un contact permanent avec les acteurs de la lutte contre le sida, en particulier les associations. Aides, Act Up-Paris, Ikambere et Sidaction nous ont déjà rapporté un certain nombre d'éléments sur lesquels travailler. D'une manière générale, les associations sont un point d'appui formidable pour la transformation de la vie politique. L'État devrait d'ailleurs leur assurer un véritable financement, par des subventions pluriannuelles et non plus au projet. Quant aux moyens des groupes de l'Assemblée nationale, ils sont très limités. Le groupe « Sida » mérite pourtant un appui financier pour pouvoir agir... Je vais donc solliciter le président de l'Assemblée nationale afin de bénéficier de réels moyens de fonctionnement. Je suis confiante, car nous sommes tous très fortement motivés. Un groupe équivalent sera même bientôt créé au Sénat et j'espère que nous pourrons travailler main dans la main. Quoi qu'il en soit, nous servons ce combat.

### **Quelles sont les premières initiatives du groupe depuis votre entrée en fonction ?**

Nous avons d'ores et déjà commencé à interpellier les pouvoirs publics. Les échanges autour du projet de loi sur les discriminations<sup>2</sup> ont ainsi été l'occasion de délivrer un message fort sur celles subies par les personnes séropositives. Le groupe a écrit aux ministres de l'Intérieur et de l'Immigration, Michèle Alliot-Marie et Brice Hortefeux, au sujet de l'accueil parfois irrespectueux réservé aux personnes sans papiers et séropositives dans les préfectures. Il faut rapidement trouver une solution permettant aux malades touchant l'allocation adulte handicapé de recevoir aussi la couverture maladie universelle complémentaire. Sur ce point, nous avons contacté la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot.

Un autre sujet me touche particulièrement et n'est pas suffisamment abordé à mes yeux : il s'agit de la liberté de circulation des personnes séropositives [NDLR : certains États interdisent aux personnes vivant avec le VIH l'entrée sur leur territoire]. Cela va au-delà même de la discrimination : c'est une atteinte aux libertés fondamentales de l'homme. Et cela nécessite d'alerter le président de la République, Nicolas Sarkozy, et le Premier ministre, François Fillon, qui sont en contact avec les chefs d'État, afin de voir comment ils abordent cette question.

**<sup>2</sup> Le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations a été adopté par l'Assemblée nationale le 25 mars 2008.**

## **Fiche d'identité du groupe d'études « Sida »**

**Fondé en 1997.**

**1<sup>er</sup> président** Michel Hunault

**Président actuel** Marie-George Buffet

**Vice-présidents** Martine Billard, Jean-Pierre Door, Alain Marty, Christiane Taubira et Jean-Louis Touraine

**Effectif** 44 personnes

**Rôle** sensibiliser et mobiliser les parlementaires et les élus en général sur tout ce qui touche de près ou de loin au VIH, qu'il s'agisse d'épidémiologie, de recherche, de prévention, d'accès aux médicaments ou de discriminations. Les membres du groupe doivent être vigilants aux différents moments de la vie de l'Assemblée afin d'assurer la meilleure prise en compte possible de la question du sida.

### **Quels sont les axes forts des combats à venir ?**

Il est essentiel de favoriser le développement d'une recherche privée et publique de qualité, et ayant les moyens de son indépendance. Le groupe poursuit un travail amorcé sous la précédente présidence, avec Sidaction notamment, sur le soutien aux jeunes chercheurs et l'amélioration de leur statut. Des progrès ont été réalisés sur les questions de contrats de travail, mais il faut encore trouver des moyens pour les financer... Le groupe « Sida » défend enfin l'idée de la création d'une agence publique du médicament, qui imposerait des contraintes aux laboratoires pharmaceutiques, un devoir de réponse face aux besoins et aux impératifs de santé publique, pour que ces derniers ne puissent pas choisir uniquement ce qui est rentable. On est bien capable, à l'Organisation mondiale du commerce, de construire des réponses mondiales pour imposer partout la libre concurrence. On devrait pouvoir l'entreprendre dans l'autre sens ! La question est évidemment très politique, mais les politiques doivent prendre leurs responsabilités. Plus ces questions seront évoquées, plus les carences des dispositifs actuels seront montrées du doigt, plus nous aurons de chance de faire bouger les lignes. Mener des débats de fond est primordial pour notre groupe. Ce qui est certain est que nous voulons vraiment que la situation avance concrètement !